

## Questions orales

● (1420)

Je le répète, je leur ai fait des suggestions qui respectent les vœux que nous avons tous exprimés au cours des dernières réunions; en effet, nous devions nous rencontrer si possible de cette façon-là. Si les premiers ministres ont d'autres propositions, je serais heureux de les entendre.

**M. Lawrence:** Le premier ministre pourrait-il voir avec les premiers ministres si il y aura une séance publique ou à huis clos—je souhaite qu'elle soit publique—et si les députés et le grand public connaîtront à l'avance l'ordre du jour de cette séance.

**M. Woolliams:** Pourquoi faire tant de mystères?

**M. Trudeau:** Le député demande pourquoi faire tant de mystères. Les députés comprendront, je l'espère, que lorsque les dix premiers ministres et le gouvernement fédéral se réunissent pour déterminer si le prix du pétrole à la sortie des puits en Alberta et en Saskatchewan doit demeurer à \$8 le baril ou augmenter, ce n'est pas en portant le débat sur la place publique qu'on rapprochera, à mon avis, la position des intéressés. Il y a eu une rencontre des ministres de l'énergie il y a à peine quelques semaines. Ils ont essayé de faire l'unanimité et n'y sont pas parvenus.

**M. Stanfield:** C'était à huis clos.

**M. Trudeau:** C'était à huis clos. Je doute qu'il y ait à la Chambre ou au sein du parti conservateur quelqu'un qui ait une idée précise de ce que devrait être le prix du pétrole. Si les députés du parti conservateur pouvaient ouvrir les réunions de leur caucus au public pour que nous puissions être au courant de leurs discussions sur le prix du pétrole, peut-être pourraient-ils en arriver à une unanimité, et cela prouverait alors...

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

## LA DÉFENSE NATIONALE

## L'AFFECTATION D'UNE GRANDE PARTIE DES CRÉDITS À L'ACHAT D'AVIONS «ORION»—DEMANDE D'EXPLICATIONS

**M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à l'intention du ministre de la Défense nationale. Lors de l'entrevue qu'il accordait récemment à la télévision, il a reconnu que l'achat de 18 appareils Orion au coût d'environ un milliard de dollars se fondait surtout l'hypothèse qu'ils allaient parer à une guerre d'usure en Europe continentale en assurant une couverture protectrice aux convois, conception de la guerre que j'aurais cru disparue depuis 1945 environ; comme la majeure partie des crédits budgétaires affectés par la Défense au renouvellement de l'équipement pour les quatre ou cinq prochaines années sera, de l'aveu même du gouvernement, consacrée à l'achat des appareils Orion, le ministre pourrait-il expliquer brièvement à la Chambre pourquoi le gouvernement met tous ses œufs dans ce même panier?

**L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale):** Monsieur l'Orateur, nous ne mettons pas tous nos œufs dans ce même panier, mais nous avons de très bonnes raisons de vouloir agir ainsi. Comme je l'ai déjà

[M. Trudeau.]

expliqué à la Chambre, cet appareil est le plus économique de tous ceux qui s'offraient à notre choix. Il a le plus grand nombre d'avantages industriels pour le Canada. En outre, il permet d'atteindre plusieurs objectifs importants que recherche le Canada et que je mentionne à la Chambre depuis trois ou quatre ans. Premièrement, nous obtiendrons du nouveau matériel pour les forces armées canadiennes.

**M. Forrestall:** Est-ce une promesse?

**M. Richardson:** Nous respecterons notre engagement envers l'OTAN.

**M. Woolliams:** C'est bien la première fois.

**Une voix:** Quand?

**M. Richardson:** Ce qui est le plus important, le Canada pourra affirmer sa qualité de pays souverain et saura ce qui se passe sur les océans qui l'entourent.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Dans sa réponse, le ministre a confirmé, sauf erreur, qu'il se prépare magnifiquement à une autre guerre mondiale. Il ne nie pas que l'achat de l'appareil Orion se fonde sur l'hypothèse fondamentale de la nécessité de protéger des convois qui seraient utilisés uniquement s'il y avait une guerre prolongée en Europe continentale; au nom de mon parti, je soutiens que c'est une priorité tout à fait absurde. Toutefois, le Livre blanc sur la défense maintient que notre plus haute priorité en la matière est la protection de la souveraineté canadienne. Si l'on en croit les autres déclarations du ministre, l'achat de l'Orion est avant tout destiné à nous permettre de respecter notre engagement envers l'OTAN. Compte tenu des sommes énormes qui seront affectées à ce projet au cours des trois prochaines années, le ministre nous dirait-il comment il compte répondre à la première priorité en matière de défense, priorité que son propre gouvernement a fixée et, aussi, comment nous allons pouvoir fournir les patrouilleurs pour assurer la protection de nos pêcheries ou pour lutter contre la pollution?

**M. Richardson:** Pour répondre à ces questions dans l'ordre où elles ont été posées, je dis que notre principal but est de jouer notre rôle pour assurer la stabilité sur le plan international et la manière de jouer ce rôle est d'aider nos partenaires de l'OTAN à atteindre un équilibre des forces militaires, équilibre qui, depuis 25 ou 30 ans, sauvegarde la paix mondiale. C'est ce que nous visons, non seulement en faisant l'acquisition d'avions à long rayon d'action mais aussi en fournissant à nos forces armées un nouvel équipement. Nous pouvons aussi atteindre l'autre objectif, celui d'exercer la surveillance sur nos flottes de pêche et en même temps dans le Grand Nord.

**M. Broadbent:** Étant donné l'absurdité complète de la position du gouvernement, le ministre reconnaît-il que si le gouvernement tient à conclure ce marché, c'est principalement pour s'acquitter de ce qu'il considère comme son obligation d'acheter davantage de matériel aux États-Unis parce qu'il croit ne pas avoir fait sa part dans les accords de défense collective, en un mot que les Américains veulent simplement que nous dépensions davantage pour acheter le matériel qu'ils produisent.